

Communiqué de presse :

Le secteur de l'asile dénonce une précarisation de l'accueil et de l'emploi

Les travailleurs du secteur de l'asile ont décidé de parler d'une seule voix pour dénoncer la précarisation de leurs conditions de travail en même temps que celles des demandeurs d'asile accueillis. Plutôt que d'offrir les moyens suffisants, le gouvernement menace d'une privatisation.

Depuis 2 mois, tous les travailleurs du secteur de l'asile travaillent d'arrache-pied : ils font tout leur possible pour accueillir dignement les demandeurs d'asile qui arrivent jusque chez nous. Pourtant, ils ne sont pas dupes et appellent aujourd'hui à un réveil de nos responsables politiques.

Le gouvernement aurait dû anticiper : il y a 9 mois, le gouvernement a réduit considérablement le budget dédié à l'accueil des demandeurs d'asile, obligeant les organisations à licencier du personnel, à diminuer les places et à fermer des centres d'accueil. La réalité des demandeurs d'asile est que leur nombre fluctue selon les périodes : seule la mise en place de moyens structurels empêchera les crises à l'avenir.

De plus, malgré la crise actuelle, le secteur n'a aucune garantie sur les moyens supplémentaires qui pourront lui être alloués et doit bricoler avec des bouts de ficelles, sans perspectives à long terme : certains travailleurs, licenciés il y a 6 mois, sont aujourd'hui réengagés avec un contrat de 3 mois ; les organisations doivent continuer à faire des économies structurelles (bâtiments, nombre de travailleurs, etc.) ; les demandeurs d'asile sont accueillis dans des structures extrêmement précaires (tentes, hangars, hall de sports, etc.) alors que la crise risque de durer jusqu'après l'hiver...

Enfin, les organisations syndicales rappellent que l'accueil des demandeurs d'asile est une obligation européenne et internationale et qu'il y a des normes de qualité que la Belgique doit respecter. Nous ne voulons pas que la situation de crise que nous vivons aujourd'hui soit l'occasion de diminuer d'un même geste les conditions d'accueil des personnes et les conditions de travail du personnel.

C'est pourquoi les organisations syndicales de tout le secteur de l'accueil demandent :

- Des moyens garantis sur le long terme. Pour se faire, l'annulation de la demande d'économie dans le budget 2016 et l'ouverture de l'enveloppe dédiée à l'accueil ;
- Une augmentation des places d'accueil structurelles tant individuelles que collectives ;
- Des emplois stables pour les travailleurs du secteur ;
- Un nombre de personnel suffisant pour accompagner dignement les personnes ;
- Des moyens suffisants pour offrir des infrastructures décentes d'accueil ;
- Une augmentation des moyens pour faciliter l'intégration des personnes à la sortie des structures d'accueil (CPAS, etc.)
- Que l'accueil des demandeurs d'asile ne soit pas privatisé : nous refusons que le secteur marchand fasse du profit sur cette l'aide aux personnes !

Ce communiqué sera transmis le vendredi 13 novembre lors d'une action symbolique qui se déroulera à 11h sur la place Nestor Outer à Virton.

Les organisations syndicales signataires:

- CNE et SETCA de la Croix-Rouge de Belgique
- BBTK de la Rode-Kruis-Vlaanderen
- CGSP de FEDASIL
- SETCA et CNE du CIRE
- LBC et BBTK de Vluchtelingenwerk Vlaanderen
- MOC et CEPAG
- Comité des travailleurs sans-papiers de la CSC
- FBTB Wallonne et Luxembourg
- CSC Bruxelles et Luxembourg
- CNE-LBC et SETCA-BBTK de Caritas Internationale